

La croissance économique ne suffit pas



La croissance économique enregistrée lors des dernières années n'a pas contribué à élargir les capacités et les libertés qui permettent aux Panaméens de mener une vie digne, et n'a pas permis non plus l'adoption de politiques de réduction de la pauvreté efficaces. En outre, elle ne s'est pas non plus traduite en politiques de conservation et de protection environnementale plus efficaces. Les décisions politiques erronées qui ont été prises depuis 2009 ont porté un coup à la gouvernance et à la tranquillité des citoyens. Pour atteindre un modèle de développement durable, le Gouvernement doit concevoir et mettre en place des politiques plus adaptées et améliorer l'investissement social pour pouvoir lutter contre l'inégalité alarmante qui sévit parmi les Panaméens.

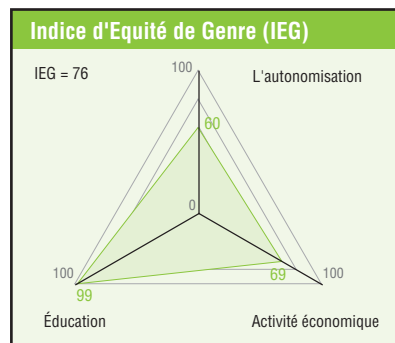
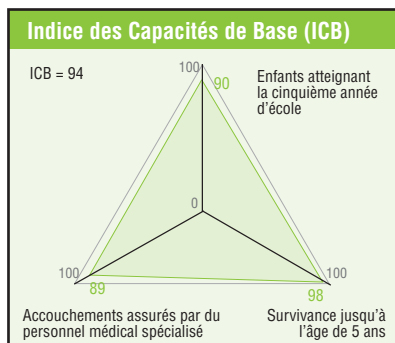
Centro de la Mujer Panameña
Cecilia Moreno Rojas

L'économie du pays a vécu une embellie lors des dernières années et en 2010, elle a atteint un sommet avec 7 % de croissance annuelle¹ stimulés par les investissements de travaux publics, l'élargissement du canal et d'autres services. Ceci a été signalé par exemple dans des rapports de la Banque mondiale, du FMI et de l'ONU, qui sont tombés d'accord pour établir que Panama possède le revenu par habitant le plus élevé d'Amérique centrale. Avec un PBI de 24,71 milliards d'USD et un revenu par habitant de 6 570 USD en 2009, le pays est en outre, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le plus grand exportateur et importateur de la région.

Cette tendance à la croissance s'oppose cependant au panorama social de pauvreté, à la distribution inégale du revenu et à l'inégalité de genre. Il existe encore d'énormes défis à relever pour parvenir à éradiquer les inégalités sociales et les clivages en matière de distribution de revenu sont très importants, en particulier lorsque les différences apparaissent en fonction des caractéristiques de la région, de la condition ethnique ou du genre. Par exemple, l'indice GINI pour le pays est d'environ 55, selon les données de 2005², ce qui indique une forte inégalité.

La croissance de l'économie panaméenne est basée sur des modèles de développement non durables qui sont guidés par des indicateurs économiques et dédaignent les problèmes sociaux et environnementaux les plus pressants. Ceci pose un défi complexe à la société civile panaméenne, surtout en raison du caractère nettement autocratique et de la tendance d'extrême droite du Gouvernement imposé par le président Ricardo Martinelli.

De plus, tout semble indiquer que le pays soit réinventé tous les cinq ans ; c'est-à-dire que l'on pratique le « on efface tout et on recommence » dans le cadre des politiques publiques. Par exemple, entre 2004 et 2005 l'Administration du pouvoir national pour l'environnement (ANAM, pour son sigle en es-



pagnol) en coordination avec une équipe de spécialistes interinstitutionnels, a élaboré sept politiques publiques environnementales autour de thèmes prioritaires comme les ressources hydriques, le changement climatique, la production plus propre, la supervision, le contrôle et la fiscalisation, les déchets solides, l'information environnementale et la décentralisation de la gestion environnementale. Ces politiques ont été annoncées en 2007 mais n'ont jamais été appliquées en raison du changement de Gouvernement en 2009.

Actuellement, le pays ne dispose pas d'une politique environnementale. Les nouvelles autorités de l'ANAM ont complètement ignoré les progrès réalisés en la matière et le président Ricardo Martinelli, contrairement à toute attente, a décidé, un an et demi après avoir assumé ses fonctions, d'imposer plusieurs réformes à la Loi générale sur l'Environnement, avec le soutien de son cabinet et la majorité à l'Assemblée nationale, éliminant ainsi la demande faite aux entreprises d'effectuer des études d'impact environnemental³. De plus, ces réformes permettaient aux proches du Gouvernement de réaliser toutes sortes d'investissements dans le secteur de la construction et des exploitations minières sans être obligés de les soumettre à la consultation publique. L'ANAM a gardé le silence et maintenu une attitude passive en faisant profil bas pendant toute la durée du processus. Ceci a été sévèrement critiqué par les groupes environnementaux qui l'ont qualifié de « faible » et manquant d'une « voix haute et claire » pour orienter la politique environnementale du pays⁴.

Cette situation conjuguée aux protestations des groupes syndicalistes contre les réformes du Code du

travail qui attendaient au droit de grève – et d'autres organisations sociales contre des réformes similaires qui constituaient une violation des droits humains – a créé dans le pays un climat d'agitation. Le refus généralisé de la population et la réaction en chaîne de la société civile, mais plus particulièrement des organisations environnementales, a plongé le pays dans un état de crise pendant trois mois en raison de manifestations publiques permanentes provenant de secteurs très différents. Finalement les réformes ont été abrogées en octobre 2010, en conséquence de quoi « le droit de grève des travailleurs, les cotisations syndicales ont été rétablis, l'impunité que l'on prétendait offrir aux policiers a été suspendue et les environnementalistes sont parvenus à faire valoir les études d'impact environnemental »⁵.

Détérioration des ressources naturelles

L'autre défi important pour le développement durable à Panama est la détérioration croissante des couloirs biologiques du pays et d'une grande partie des ressources naturelles en raison de l'exploitation inconsidérée de la couverture forestière, de l'élevage intensif et de la pollution environnementale causée par l'industrie minière « à ciel ouvert » par des compagnies transnationales. Tout ceci, conjugué aux effets du changement climatique, pourrait avoir des conséquences regrettables sur la détérioration de la santé, le bien-être des individus et l'environnement.

Panama enregistre de sévères problèmes d'érosion et de détérioration des sols, avec un processus lent et croissant dans presque tous les bassins, sols et eaux, entraînant la désertification et la perte de la

1 ABC.es, *Panamá: Crecimiento económico del 7% en el 2010*, (16 décembre 2010), <www.centramericadata.com/es/article/home/Panamá_Crecimiento_economico_del_7_en_el_2010>.

2 Trading Economics, *GINI index in Panama*, <www.tradingeconomics.com/panama/gini-index-wb-data.html>.

3 Voir : <www.asamblea.gob.pa/actualidad/proyectos/2010/2010_P_227.pdf>.

4 Voir : <www.expresiones7.net/Exp2.0/Entrevista.htm>.

5 Voir : <www.rnw.nl/espanol/articulo/panama-se-deroga-la-controvertida-%E2%80%9Cley-chorizo%E2%80%9D>.

capacité productive. En fait, une grande partie des terres couvertes par les forêts ont déjà été déforestées, fondamentalement en raison des activités agricoles. Le niveau d'urbanisation a également montré une augmentation considérable et désordonnée en raison des flux migratoires en provenance des zones rurales vers les centres urbains⁶.

Selon les chiffres du Système d'information environnementale de l'Administration du pouvoir national pour l'environnement (ANAM), le processus de déboisement est alarmant puisque le taux de couverture forestière atteignait 70 % en 1970 et a été réduite à environ 35 % en 2011. Le dernier rapport exhaustif sur le sujet a été élaboré en l'an 2000 et indique qu'en 1992 il existait une couverture forestière de 49 % alors qu'en l'an 2000 cette surface avait été réduite à 45 %⁷.

Pollution de l'eau

Les organisations environnementales ont également dénoncé la pollution d'importantes sources d'eau douce situées très près du bassin hydrographique du Canal de Panama, suite à l'établissement de deux compagnies minières pour l'extraction de l'or et du cuivre dans les régions de Petaquilla et de Molejones, à 100 km de la capitale. Sur l'initiative des organisations environnementales elles-mêmes, la situation a été mise sous surveillance et il a été effectué des analyses des sources d'eau et des sédiments proches de l'emplacement des mines. Les études ont indiqué des niveaux élevés de solides suspendus et une turbidité élevée dans l'eau altérant peu à peu l'environnement de manière sévère⁸. À plusieurs occasions le pouvoir a été alerté face à la possibilité de l'augmentation dans les rivières de substances potentiellement dangereuses pour l'environnement et la santé de l'homme. Pourtant, plutôt que de prêter attention à cette situation, la politique gouvernementale n'a fait qu'inciter des activités polluantes et non durables – comme par exemple les activités minières – comme stratégie de développement économique. En réalité, le Gouvernement a promu une série de réformes du Code minier qui ont facilité l'entrée dans le pays à différentes entreprises minières transnationales⁹.

Accès à l'eau potable

Un rapport sur le respect des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), préparé par les Nations Unies au Panama, indique qu'il existe dans le pays de grands secteurs de la population qui n'ont pas accès à des sources d'eau potable. Les limitations les plus importantes se concentrent dans les zones rurales, indigènes et dans certaines zones urbaines marginalisées

TABLEAU 1

Incidence de pauvreté par zone (%)

Détail	Incidence de la pauvreté générale (%)		
	1997	2003	2008
Total Pays	37,3	36,8	32,7
Urbaine	15,3	20,0	17,7
Rurale totale	64,9	62,7	59,7
Rurale non indigène	58,7	54,0	50,7
Rurale indigène	95,4	98,4	96,3

Source: Enquête de Niveaux de vie, 2008. Ministère de l'Économie et des finances, Panama

qui se situent dans les périphéries des villes, avec un composant majoritaire de population d'origine africaine et métissée. Une situation similaire a lieu concernant l'accès aux services d'assainissement améliorés, avec une distribution qui se fait de manière inégale au détriment des zones rurales et indigènes.

Dans le rapport mentionné, il est indiqué en outre que les personnes vivant dans des établissements précaires sont bien loin de pouvoir satisfaire leurs besoins de base. Dans la plupart des cas, il s'agit de familles acculées par la pauvreté et le chômage et qui ne trouvent pas d'autres solutions pour remédier à leur problème habitationnel. De même, on reconnaît qu'il existe un lien étroit entre l'analphabétisme et la pauvreté qui se traduit ensuite par encore plus d'inégalités, telles que des limitations d'accès à la santé, au logement, à l'équité de genre, à la participation politique, à la protection de l'environnement.

Selon l'Enquête sur les Niveaux de vie (ENV) réalisée au Panama en 2003, environ quatre personnes sur 10 vivent dans la pauvreté. De plus, 16,6 % de la population vivait en situation d'extrême pauvreté. En 2008 une étude similaire a enregistré une légère amélioration : la pauvreté s'est réduite à 32,7 % et l'extrême pauvreté, à 14,4 %¹⁰.

En ce qui concerne les zones urbaines, la pauvreté totale et l'extrême pauvreté ont atteint respectivement 20,0 % et 4 % de la population. En ce qui concerne les zones rurales non indigènes, un peu plus de la moitié de cette tranche de population continue à vivre dans la pauvreté (54,0 %) et une personne sur cinq (22,0 %) se trouve en situation d'extrême pauvreté. Pour les zones rurales indigènes, le panorama est encore plus critique étant donné que la quasi totalité de la population vivant dans ces zones se trouve en état de pauvreté (98,4 %) et d'extrême pauvreté (90 %) ¹¹.

Inégalité de genre et pauvreté

L'inégalité sociale et de genre représente un des défis les plus importants auquel le pays doit faire face pour vaincre la pauvreté et l'exclusion sociale. Actuellement, la pauvreté génère une plus grande vulnérabilité et davantage d'exclusion parmi les femmes les plus pauvres et leurs familles et leur donne moins de

chances, comparativement aux hommes pauvres, de surmonter la situation. Les niveaux de pauvreté deviennent encore plus inquiétants si l'on considère les caractéristiques et l'impact différentiel que celle-ci a sur les hommes et les femmes selon leur tranche d'âge ou leur condition ethnique.

Les inégalités de genre sont exprimées sur l'ensemble du marché du travail. Selon les chiffres officiels de 2009, le revenu des femmes par rapport à celui des hommes était équivalent à 57 %. Bien qu'elle constitue pratiquement la moitié de la population, il existe encore un grand nombre (51,7 %) de femmes d'âge productif qui se trouvent en dehors de l'activité économique formelle, facteur important sans nul doute en situation de pauvreté. Elles continuent d'être le groupe le plus vulnérable sur le marché du travail et la plupart de leurs activités ne reçoivent aucune rémunération. Selon l'enquête auprès des foyers réalisée en 2009, la composition de la population masculine économiquement active atteignait 80,9 % alors que la féminine représentait seulement 48,3 %. En 2009, le taux de chômage chez les femmes adultes atteignait 9,27 % alors que chez les hommes il était de 5,25 %¹².

Concernant l'éducation, les registres révèlent un meilleur résultat pour les femmes, avec une moyenne de 2 points en pourcentage, supérieure aux hommes en ce qui concerne l'accès à l'enseignement. Les nouvelles générations de petites filles ont un meilleur accès à l'éducation que celui de leurs mères et de leurs grands-mères ; cependant, il existe encore des zones indigènes où l'indice de scolarité des femmes est inférieur à celui des hommes.¹³

Conclusion

L'approche du développement économique de Panama ignore la durabilité et a conduit à la fois à une dégradation de ses ressources environnementales et à un impact minimum sur l'amélioration de la vie de la plupart de ses habitants. Déforestation, désertification, pollution de l'eau, accès limité à l'eau potable et installations sanitaires inadaptées sont des problèmes qui portent atteinte à l'environnement et à la santé des panaméens. Les femmes en particulier sont durement touchées par les modèles économiques destinés avant tout à avantager une élite privilégiée, ses associés et les investisseurs internationaux. ■

6 Ibid.

7 Vidal Berrío, Leoncio, "Cobertura boscosa se reduce 50%", *Capital*, (6 juin 2011), <www.capital.com.pa/?p=4117>.

8 Théorème environnemental, "Advierten sobre el riesgo de contaminación de agua en Panamá", *Teorema Ambiental, Revista Técnico Ambiental*.

9 Dans une déclaration aux médias, le ministre du Commerce a indiqué que "De darse la adecuación (del Código Minero), una de las naciones interesadas en invertir en la mina de cobre que se desarrolla en Donoso, provincia de Colón, es la República de Corea, ya que en el numeral 1, artículo 4 del Decreto Ley 23, indica que se prohíbe el otorgamiento de concesiones mineras a gobiernos o estados extranjeros.". En *La Estrella.com.pa*, (1er septembre 2010).

10 Ministère de l'Économie et des finances, *Encuesta Niveles de Vida*, (Panama, Ville de Panama : 2008).

11 Ibid, *La Pobreza En Panamá, Encuesta de Niveles de Vida – 2003 Principales. Resultados (Edición Revisada)*, (2005).

12 Ministère de Contrôle de Panama, *Encuesta Continua de Hogares 2009*.

13 *Atlas de Desarrollo Humano y Objetivos del Milenio*, (2010).